

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

NON ARMURE EST EN OR

ABONNEMENTS	Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 75.00
	Autres départements.....	35.00;	65.00;	120.00
	Belgique.....	25.00;	48.00;	90.00
	Union Postale: Tarif A.....	35.00;	65.00;	120.00
	Union Postale: Tarif B.....	50.00;	100.00;	200.00

ANNONCES	ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue, Tél. 54, 9.09, 19.06 et 45.63.
	MOUSKOW.....	26, rue Carnot.
	LEZ.....	2, rue Faidherbe, Tél. 57.07.
	PARIS.....	13, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 04.49.
	MOUSKOW.....	105, rue de la Station, Tél. 5.44.

BAISSA
sur les CHAUSSURES
- UNIC -
- PROMOST -
- GOOD-TASTE -
Dépositaires exclusifs:
Papillon-Bonte
167, Rue de Lannoy, 167
DOLLY
20, Rue de Lannoy, 20

BILLET PARISIEN Le refus américain

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 20 JANVIER (MINUIT).
La démarche que M. Pierre Laval a faite à Washington a provoqué une réponse immédiate du Gouvernement des Etats-Unis. Ceux-ci déclarent que l'Europe doit régler sans eux le problème des dettes. Voire!

La démarche française était justement destinée à forcer tous les gouvernements intéressés à prendre leurs responsabilités. En refusant de prendre aucun engagement quant à une prorogation du moratoire Hoover, l'Amérique nous permet de défendre à Lausanne la thèse française dans toute sa rigueur. Ne pouvant consentir à la politique du coup d'épave formellement répudiée par la déclaration ministérielle, nous inclinons vers l'extension du moratoire. Faut-il nous adresser à des solutions définitives, nous proposons une solution provisoire. Celle-ci, au moratoire, qui permettrait de rechercher dans une atmosphère rassurée les moyens de concilier les nécessités économiques et financières de toutes les nations intéressées avec notre droit imprescriptible aux réparations, paraissait la plus recommandable. Mais encore convenait-il de nous assurer que les Etats-Unis, de leur côté, nous accordaient les mêmes facilités que celles dont nous étions prêts à gratifier l'Allemagne. Il fallait donc obligier le Gouvernement américain à sortir du mutisme où il se complaisait.

En nous opposant, au nom d'un brutal et préemptoire, le Gouvernement de Washington n'a certainement pas surpris M. Pierre Laval. Celui-ci ne se faisait aucune illusion sur les dispositions des Etats-Unis après les votes du Sénat et du Congrès américains. Mais, devant la campagne persistante de certains pays qui nous pressent de renoncer à nos droits aux réparations en considérant comme acquis un geste consenti de l'Amérique, il fallait administrer à tous la preuve éclatante que, de notre part, toute générosité mal appliquée et toute faiblesse mal employée n'est que la plus cruelle des punitions. La démonstration n'aura pas été inutile, il faut, du moins, l'espérer.

M. PAUL-BONCOUR représentera la France au Conseil de la Société des Nations qui s'ouvre le 25 janvier

PARIS, 20 JANVIER. — Le rédacteur diplomatique de l'Agence Havas écrit savoir que M. Laval, étant retenu à Paris par ses obligations parlementaires, demandera à M. Paul-Boncour de représenter la France au prochain Conseil de la Société des Nations qui doit s'ouvrir à Genève le 25 janvier.

M. Pierre Laval a reçu, dans la matinée, M. Paul-Boncour.

Le rapport du Comité économique au Conseil de la Société des Nations
Genève, 20 janvier. — Dans les milieux de la Société des Nations, on souligne l'importance du rapport que le Comité économique vient d'adresser au Conseil qui en délibérera dans quelques jours. Ce rapport ne propose pas de solutions précises pour le moment à l'écrou mondial. Il déclare nettement qu'une solution générale seule peut faire sortir le monde du cercle vicieux dans lequel il se trouve.

AVANT LA CONFÉRENCE DES RÉPARATIONS A LAUSANNE



(W. de World photos.)
Sir Frédéric LEITH ROSS
délégué anglais qui prendra part à la Conférence des réparations, à Lausanne

UNE PRISE D'ARMES AU BOURGET pour la remise de la croix au sergent Fraissinet



Au cours d'une prise d'armes qui a eu lieu à l'aérodrome du Bourget, le général Hergault a remis la croix de la Légion d'honneur au sergent Fraissinet pour avoir sauvé, au péril de sa vie, un passager qui se trouvait à bord d'un avion en flammes, qu'il pilotait.

A LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le général Bourgeois expose que l'Allemagne prépare une armée puissante

En même temps se fait une propagande très active en faveur de la revanche. — M. Ecard expose que le budget allemand est camouflé

PARIS, 20 JANVIER. — Voici le communiqué officiel de la Commission des Affaires étrangères, réunie sous la présidence de M. de Castellane qui a entendu les communications du général Bourgeois et de M. Ecard, sénateur sur les armements de l'Allemagne.



(W. de World photos.)
LE GÉNÉRAL BOURGEOIS
sénateur du Rhin

L'exposé du général Bourgeois tend à démontrer que l'Allemagne prépare une armée puissante, contrairement aux dispositions du traité de Versailles, grâce aux sous-officiers formés, chaque année, en grand nombre et qui quittent la Reichswehr, des unités sont instruits pour laisser place à de nouvelles recrues. Grâce aux officiers formés aussi bien dans la Reichswehr que dans les écoles spéciales interdites par le traité, l'Allemagne est prête à mettre sur pied, en cas de conflit, une première armée de choc d'un effectif considérable, maintenu dans un état parfait d'entraînement physique et dont l'esprit militaire est constamment entretenu par de fréquentes réunions des nouvelles unités et des anciens cadres des régiments d'écoués.

PARMI LES TERRORISTES ARRÊTÉS SE TROUVE UN FRANÇAIS S'AGIT-IL DES RAVISSEURS DU GÉNÉRAL KOUTIEPOFF ?

Bucarest, 20 janvier. — L'enquête ouverte dans l'affaire d'espionnage de Constantza a établi que les personnes arrêtées étaient des communistes français arrivés à bord du bateau « Philonela » battant pavillon grec. Ils ont avoué que leur but était, comme dans l'affaire Koutiepoft, d'enlever un personnage considéré comme le chef antibolcheviste des Balkans.

La Conférence de Lausanne ne pourra s'ouvrir lundi

Londres, 20 janvier. — Le ministère des Affaires étrangères a publié dans la soirée le communiqué suivant:
« Les conversations qui ont eu lieu entre les gouvernements principalement intéressés à la Conférence de Lausanne ne sont pas encore terminées et il est évident que la Conférence ne peut s'ouvrir dès lundi prochain, date qui avait été provisoirement fixée. De nouvelles conversations sont maintenant en cours et le gouvernement britannique espère qu'il sera possible d'aboutir d'ici quelques jours à un accord satisfaisant sur la procédure à adopter. »

Une trêve à Notre-Dame de Lourdes pour la pacification des peuples
Cité-du-Vatican, 20 janvier. — Sur l'initiative du Pape, l'Association de Lourdes fera dérouler un trêve, les 23, 24 et 25 courant, dans l'église de Saint-Roch, pour obtenir l'intercession de la Vierge de Lourdes, afin que les représentants des nations qui participeront au congrès de Lausanne soient unis d'un esprit de charité et de justice qui puisse faciliter la pacification des peuples.

Le projet de rencontre entre MM. Laval et Mac Donald

Londres, 20 janvier. — Le Cabinet s'est réuni ce matin, à Downing-Street, sous la présidence de M. MacDonald. Les ministres ont poursuivi l'étude des questions des réparations et du désarmement, ainsi que celle des projets de loi qui seront déposés sur le bureau de la Chambre des Communes lors de la rentrée du Parlement.

Les Jésuites seraient expulsés d'Espagne

Saint-Sébastien, 20 janvier. — On annonce du noyaut de Loyola que les deux cents pupilles et les professeurs de la Compagnie de Jésus ont fait leurs préparatifs de départ en vue de l'expulsion éventuelle d'Espagne de l'Ordre des Jésuites.

LA PRINCESSE MARIE-JOSÉ EST UNE FERVENTE DE TENNIS



(Photo Keystone.)
La princesse Marie-José de Belgique, femme du prince héritier d'Italie, est une fervente du tennis. Aussi ne manque-t-elle jamais l'occasion de pratiquer ce sport élégant.

Le renforcement de la Compagnie Générale Transatlantique

PARIS, 20 JANVIER. — La Commission sénatoriale des Finances a poursuivi hier l'étude du projet de loi relatif à la Compagnie générale transatlantique.

Une réunion des délégués de la France à la Conférence du désarmement

PARIS, 20 JANVIER. — Les délégués français de la France à la conférence du désarmement se sont réunis ce matin au ministère de la Guerre sous la présidence de M. Tardieu.

Cette réunion avait pour objet de permettre aux représentants de la France d'examiner l'ensemble des questions qu'il y a lieu de mettre au point avant l'ouverture de la Conférence. Elle a abouti à des conclusions générales qui feront l'objet des réunions ultérieures.

Les socialistes regrettent la présence de M. Paul-Boncour parmi la délégation française

PARIS, 20 JANVIER. — On lit dans le « Peuple », sous la signature de M. Darnel:
« Le Conseil des ministres a désigné hier, la délégation française à la Conférence pour la limitation et la réduction des armements. La surprise est l'acceptation de M. Paul-Boncour.

Les experts pourront-ils faire de l'or sans le concours de M. Dunikowski ?

PARIS, 20 JANVIER. — L'ingénieur Dunikowski, qui, on le sait, avait procédé à des expériences devant ses experts, devait se livrer, lundi, à une démonstration officielle de son procédé d'extraction de l'or. A cet effet, l'ingénieur polonais avait été amené à l'Ecole Centrale où l'attendait M. Guindon, juge d'instruction, et des experts chargés de vérifier les expériences de cet alchimiste moderne.

L'assassinat de M. Quemeneur et la campagne en faveur de Seznec

PARIS, 20 JANVIER. — Un journal hebdomadaire, La Province, mène depuis six mois une campagne en faveur de Seznec, autrefois patron de scierie, condamné aux travaux forcés à perpétuité en octobre 1924, par la Cour d'assises de Quimper, pour l'assassinat de M. Pierre Quemeneur, conseiller général, négociant à Landerneau.

UNE PLAINTE EN DIFFAMATION

RENNES, 20 JANVIER. — Un journal hebdomadaire, La Province, mène depuis six mois une campagne en faveur de Seznec, autrefois patron de scierie, condamné aux travaux forcés à perpétuité en octobre 1924, par la Cour d'assises de Quimper, pour l'assassinat de M. Pierre Quemeneur, conseiller général, négociant à Landerneau.

Les États-Unis font connaître qu'ils ne peuvent pas s'engager à promettre un nouveau moratoire

Washington, 20 janvier. — Le New-York Herald publie la dépêche suivante de Washington:

« Le département d'Etat a adressé cette nuit des instructions à M. Walter Edge, le chargé d'informer le Gouvernement français que l'administration américaine ne pouvait pas s'engager à promettre un nouveau moratoire et que les chefs de partis au Congrès ont mis en garde la Maison Blanche contre une extension du moratoire Hoover. »



(Wide World photos.)
LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

Le président du Reichstag proclame la volonté de l'Alle- magne de ne plus payer...

M. Loebe, président du Reichstag, a prononcé un discours devant 4.000 membres de la nouvelle association de défense républicaine Eternel Front (Front d'Airain). M. Loebe a notamment souligné que déjà, lors de Weimar, l'Allemagne républicaine avait constaté que les « tributs de guerre » étaient une charge insupportable pour l'Allemagne.

...alors que la balance commerciale du Reich est en excédent de 18 milliards de francs !

La balance du commerce extérieur allemand pour le mois de décembre dernier se solda par un excédent d'exportations de 250 millions de marks (y compris les prestations en nature au titre des réparations).

L'espion Paul Uhrig se serait réfugié en Allemagne

Strasbourg, 20 janvier. — Paul Uhrig, l'un des quatre espions opérant pour le compte de l'Allemagne, arrêtés en avril dernier, s'est évadé par une fenêtre du Palais de Justice, où il devait être entendu.

UNE GRANDE RÉUNION D'EX-COMBATTANTS AU PALAIS DES SPORTS, A BERLIN



(Photo Keystone.)
L'Association allemande d'anciens combattants, la Kyffhäuser, qui comprend trois millions d'allemands, a tenu, au Palais des Sports, à Berlin, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'Empire, une réunion commémorative.